Communiqué de la CNT éducation 93.

Depuis la rentrée, de nombreux actes de violence à l'encontre de personnels ou d'élèves ont été signalés en Seine-Saint-Denis comme dans d'autres départements de la région parisienne. Quels que soient les motifs de ces agressions et leurs auteurs-es, elles sont les avatars d'un climat de plus en plus pesant dans nos établissements, à tous les niveaux. Insultes, bousculades, dégradations, les incidents se multiplient.

Comment pourrait-il en être autrement alors que nous travaillons dans le département le plus pauvre de France (27,8 % de personnes en-dessous du seuil de pauvreté selon l'INSEE) ?

Comment pourrait-il en être autrement alors que le seul horizon offert à nombre de nos élèves est le chômage, comme une personne sur cinq dans le département ?

Comment pourrait-il en être autrement alors qu'à la violence des patrons-nes, privés-ées ou publics-ques, s'ajoute la violence de la police avec son cortège de « bavures » mortelles restées impunies comme le meurtre d'Amine Bentounsi à Noisy-le-Sec en 2012 ?

Comment pourrait-il en être autrement alors que les discours officiels ne cessent de stigmatiser une population qui ne serait pas assez « intégrée » ?

Comment la violence ne pourrait-elle pas créer de la violence ?

Dans ce contexte, l'école ne peut pas tout car l'école n'est pas tout. Mais elle doit prendre sa part de responsabilité et agir. Pourtant, les moyens alloués sont dramatiquement insuffisants : classes surchargées, personnel de vie scolaire en sous-effectif et peu formé, manque d'assistant-e social-e et de personnel médical, dispositifs inadaptés pour les nombreux-ses élèves en difficulté, non-francophones, en situation de handicap…

Face à cela, la réponse institutionnelle est le mépris : par exemple, quand des collègues exercent leur droit de retrait car seul un assistant d'éducation est présent dans l'établissement, le rectorat leur décompte une journée de grève. Face à cela, la réponse ne peut pas, ne doit pas être sécuritaire. Nos élèves subissent déjà la présence de la police, des contrôleurs-euses et des militaires dans leurs quartiers pour ne pas avoir à les subir de nouveau dans leurs établissements scolaires, même lorsqu'elle est estampillée « Éducation Nationale » comme les EMS.

Si nous réclamons plus d'adultes dans nos établissements, conscients-tes que nos élèves ont besoin de présence humaine avant tout, nous voulons plus d'enseignants-tes, d'assistants-tes d'éducation, de CPE, d'infirmiers-ères, d'assistant-e social-e.

Afin de pouvoir exercer dans des conditions satisfaisantes et permettre à nos élèves de se construire :

Nous exigeons la prise en compte de l'urgence et des moyens supplémentaires pour, par exemple, diminuer le nombre d'élèves par classe, recruter massivement des assistants-tes d'éducation formés-ées et bénéficiant d'une réelle reconnaissance, un plan de recrutement conséquent pour doter tous les établissements d'assistant-e social-e et d'infirmiers-ères.